

Contre l'exclusion, repenser l'économie sous la direction de Juan-Luis Klein et Benoît Lévesque, Actes du 13e Colloque de l'Association d'économie politique, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1995.

Pascale Dufour

Number 30, Fall 1996

Vers un nouvel État-providence?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040039ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040039ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Dufour, P. (1996). Review of [*Contre l'exclusion, repenser l'économie* sous la direction de Juan-Luis Klein et Benoît Lévesque, Actes du 13e Colloque de l'Association d'économie politique, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1995.] *Politique et Sociétés*, (30), 179–182. <https://doi.org/10.7202/040039ar>

Contre l'exclusion, repenser l'économie

sous la direction de Juan-Luis Klein et Benoît Lévesque, Actes du 13^e Colloque de l'Association d'économie politique, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1995.

Il y a au moins deux façons d'interpréter le mandat de départ qui consiste à repenser l'économie. On peut repenser la science économique et son approche ou repenser les rapports entre la sphère économique et les autres sphères sociales en vue de les transformer. L'ouvrage, qui regroupe 16 communications présentées au colloque annuel de l'association d'économie politique à Montréal en octobre 1994, se situe de plain-pied dans la seconde catégorie. Les chercheurs et praticiens qui s'intéressent aux problèmes de l'exclusion le trouveront, sans aucun doute, stimulant, autant du point de vue analytique que normatif.

Le but affiché de l'ouvrage consiste à offrir une alternative à l'option politique et gouvernementale néo-libérale de rigueur en Occident et plus spécialement au Canada. Pour ce faire, les contributions empruntent à plusieurs disciplines (économie, sociologie, science politique et philosophie) et se réfèrent à différentes expériences nationales. L'ouvrage est divisé en

quatre parties : la première partie traite des aspects théoriques de la question, la seconde place le concept de travail au centre du débat, la troisième étudie l'alternative de l'économie solidaire et la dernière replace le questionnement dans le champ plus vaste des rapports entre l'État et la société civile. Bien que nécessaires à l'organisation de l'ouvrage, ces thèmes ne sont pas clairement distincts dans le contenu des contributions. À une présentation thématique linéaire, nous avons préféré faire ressortir l'argumentation commune des auteurs puis l'articulation différenciée des solutions proposées.

En filigrane, dans l'ensemble des contributions, se pose la question fondamentale du lien social. Comment, dans les circonstances actuelles d'effritement de la norme salariale comme moyen premier de la régulation sociale, recréer, refaire du social ? Bien que cette question constitue un classique des sciences sociales, elle semble se poser avec une acuité particulière aujourd'hui. Tous les auteurs insistent, d'une manière ou d'une autre, sur la nouveauté historique de notre époque, qui est non pas la massification des sans-emploi (la pauvreté de masse a déjà existé dans la courte histoire de l'homme) mais la possibilité croissante, et spécifiquement en Amérique du Nord, du basculement des travailleurs à faibles revenus dans le statut de la précarité. Les sociétés occidentales font face non seulement à une exclusion sociale et économique réelle d'une partie importante de la population en âge de travailler, mais également à une exclusion potentielle qui concerne l'ensemble des travailleurs pauvres.

Ainsi, l'ensemble des auteurs mettent en avant la faillite du modèle de régulation fordiste et insistent sur l'urgence de trouver des alternatives afin d'éviter la chute du modèle des démocraties capitalistes occidentales. Cependant, si aucun auteur ne préconise des ajustements à la marge de ce modèle ancien pour sauver la machine à faire du social comme la machine à faire de l'économie, ils ne sont pas tous unanimes dans leur manière de repenser l'économie ou plus précisément de reconstruire l'économie. Dans cet exercice, ô combien périlleux, mais stimulant, nous avons distingué deux types de propositions, les « frileuses » et les « audacieuses ».

Les auteurs travaillant avec filet proposent de reprendre les ingrédients de l'action sociale qui sont en place mais de les lier différemment. En consolidant la place et le rôle des acteurs traditionnels (syndicats, patronats et mouvements sociaux) et en les impliquant à des niveaux différents du processus politique, il est possible de répondre aux défis de la dualisation sociale. Que ce soit par la mise en valeur du niveau local (régionalisation, décentralisation et déconcentration), par la promotion du partenariat et de la concertation, par le biais de mesures législatives innovantes comme la réduction et l'aménagement du temps de travail (Diane-Gabrielle Tremblay) ou par le développement d'un tiers-secteur d'économie solidaire (Édith Archambault, Richard Morin, Raymond Beaudry et Hugues Dionne), l'essentiel est de définir de nouvelles modalités de fonctionnement en conservant les principes de base du système. Tous s'accordent pour dire que ces types de solutions ne constituent pas, en elles-mêmes des panacées, mais elles n'en sont pas

moins des objectifs souhaitables et réalisables à court terme (Bernard Vachon et Francine Coallier, Gérard Boismenu). Au centre des présupposés théoriques, on retrouve le concept de travail salarié rémunéré comme base du ciment social. La logique d'action demeure celle qui fonde la société salariale de type fordiste, mais des aménagements, parfois majeurs, sont apportés à partir des opportunités offertes par les changements structurels des rapports économiques. La mondialisation et la globalisation deviennent alors porteuses d'innovations institutionnelles, de redéfinition des rapports État-société civile et non plus des paralysants à l'action comme dans l'analyse néo-libérale.

Pour ceux qui préconisent le saut dans le vide, les principes de base du fonctionnement économique et social se doivent d'être transformés, à la fois par le bas (action de la société civile) et par le haut (action de l'État). Parce que l'analyse du problème de l'exclusion aboutit à la remise en cause de l'ensemble des principes qui régissaient l'ancien compromis fordiste, ils proposent des solutions qui appellent un autre fonctionnement social et économique. Parmi ces propositions, retenons l'instauration d'un revenu minimum garanti couplé au développement d'une économie solidaire et à une redistribution plus ou moins massive du travail. Le découplage introduit entre le travail et le revenu, l'idée d'un temps de travail choisi, qui n'est plus la source unique de l'intégration sociale et économique amènent les auteurs comme Benoît Lévesque, Guy Roustang, Alain Caillé et Jean-Louis Laville à imaginer un type de société postfordiste dont les bases restent à construire.

Même si le constat de crise est semblable chez tous les auteurs, les causes identifiées et les réponses apportées divergent sur cette question principale: est-ce qu'on reste (ou plutôt est-il possible et souhaitable) de rester dans le même paradigme de fonctionnement social ou est-ce qu'on change le paradigme lui-même ? Bien que cet aspect de la question ne soit pas directement traité dans l'ouvrage, il apparaît clairement à la lecture. Il aurait pu être salutaire de faire cette distinction, qui en elle-même détermine également des niveaux d'analyse et de discours différenciés. Notamment, le thème de la conception même du travail, salarié ou non, marchand ou non, est plusieurs fois abordé, effleuré mais jamais traité de front, bien qu'il constitue sans doute le point de friction essentiel entre les auteurs et l'enjeu des réformes actuelles. L'emploi oui, mais quel emploi ?

L'analyse comparative est peu présente dans le collectif au-delà de quelques études de cas, et constitue un manque à combler. Si les symptômes du mal sont présents partout en Occident, de manière fort similaire, les processus d'exclusion économique et sociale n'étant pas une caractéristique québécoise ou canadienne, les réponses apportées par les États restent forts divergentes. Comme le souligne très justement le commentaire de Marguerite Mendell, l'État n'est pas mort, il ne cesse de prospérer et joue un rôle déterminant dans la conduite des politiques sociales. De mettre en perspective, par l'analyse comparative, la situation québécoise et canadienne et les nouvelles façons de faire des

gouvernements, permettrait de repenser l'économie à partir d'une analyse plus macrosociale.

Toutes ces discussions participent d'un mouvement récent, où les intellectuels et les chercheurs, ne se conçoivent plus simplement comme des observateurs de la catastrophe en train de se faire, mais également comme des porteurs de solutions ou du moins comme des acteurs proposant de nouvelles pistes de reconstruction. En cela et parce que l'urgence de réagir est acquise pour tous, cet ouvrage peut être salué, applaudi et encouragé. Cependant, la difficulté d'articuler un discours de recherche avec la nécessité de l'action et donc la nécessité de susciter l'intérêt de l'opinion, qu'elle soit politique ou publique, peut conduire à des retranchements, des arrangements pragmatiques qui brouillent les débats. En ces périodes effrénées de réformes manquées ou à venir, les propositions des participants du colloque posent avec force le hiatus existant entre les solutions ambitieuses et créatives mises sur la table et les discours politiques dominants qui privilégient le bricolage ou la démission de tous face aux forces sataniques et indomptables du marché. On aboutit finalement à une situation absurde où les points de rencontre entre les deux niveaux de discours sont inexistantes.

Pascale Dufour
Université de Montréal